Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Mesures-securitaires-en-France-et-marche-silencieuse-un-an-apres-les-emeutes>

Mesures sécuritaires en France et marche silencieuse un an après les émeutes

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : vendredi 27 octobre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Paris. Le vendredi 27 octobre 2006.

Le gouvernement français a décidé de mobiliser la police pour assurer la sécurité des transports publics dans les banlieues, où les autorités craignaient une flambée de violence vendredi, un an jour pour jour après le début d'émeutes urbaines sans précédent.

Cette date anniversaire a été marquée par une marche silencieuse d'au moins un millier de personnes à Clichy-sous-Bois, au nord-est de Paris, en mémoire des deux adolescents dont la mort, le 27 octobre 2005, avait déclenché trois semaines de violences dans les quartiers défavorisés du pays.

Avant cette commémoration considérée comme un événement à risque par les autorités, la nuit de jeudi à vendredi avait été globalement calme dans les cités de la banlieue parisienne.

La veille, en revanche, plusieurs bus avaient été incendiés après avoir été attaqués. L'un d'entre eux a été pris d'assaut par une dizaine de jeunes qui ont menacé les passagers avec des armes de poing pour les faire descendre.

Ce regain de tension, après plusieurs autres incidents ces derniers jours, a conduit le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy à annoncer jeudi soir de nouvelles mesures sécuritaires.

« J'ai décidé de mobiliser la totalité des forces mobiles dont nous disposons au service de la sécurité de ceux qui prennent les transports en commun », a-t-il déclaré après une réunion d'urgence avec des responsables des entreprises de transport de la région parisienne.

À Clichy-sous-Bois, la marche de vendredi a été suivie par une majorité de jeunes. Elle s'est déroulée dans une ambiance de grand recueillement et aucun dérapage n'avait été signalé en milieu de journée.

Le cortège était conduit par les familles de Zyed et Bouna, les deux adolescents de 15 et 17 ans morts électrocutés un an plus tôt après avoir trouvé refuge dans un transformateur électrique pour fuir la police.

Un troisième garçon, qui se trouvait avec eux et avait été grièvement brûlé, participait à la commémoration.

La marche était suivie par une soixantaine de journalistes et 25 télévisions du monde entier, revenus massivement pour l'occasion à Clichy-sous-Bois.

Devant le transformateur où les deux jeunes ont trouvé la mort, un imam a dit une prière en arabe et en français.

« Que Dieu bénisse cette jeunesse, que Dieu nous aide à faire de cette jeunesse une force, que Dieu bénisse ces quartiers de paix et de respect, que Dieu nous évite une catastrophe après celle-ci », a déclaré Daou Meskine, secrétaire général du Conseil des imams de France.

Durant les émeutes de 2005, qui avaient fait des centaines de blessés, plus de 10.000 véhicules et quelque 300 bâtiments, dont des écoles, avaient été incendiés.

Mesures sécuritaires en France et marche silencieuse un an après les émeutes

Ces violences avaient mis en lumière les graves problèmes d'insertion des jeunes Français d'origine étrangère, victimes de discriminations et d'un taux chômage élevé, atteignant dans certains quartiers défavorisés jusqu'à 40%.

Dans une note récente révélée par la presse, les services de renseignements ont estimé que « la plupart des conditions qui ont amené, il y a un an, un déclenchement de la violence collective sur une grande partie du territoire sont toujours réunies ».

À l'approche de la date anniversaire du déclenchement des émeutes, la situation dans les banlieues est scrutée par tout le pays. C'est aussi devenu un thème incontournable de la campagne pour l'élection présidentielle du printemps prochain.

La presse soulignait vendredi l'importance de l'enjeu et l'immensité des problèmes qui restent à résoudre malgré une prise de conscience générale. « Au minimum, l'indifférence ne sera jamais plus possible », résumait le journal Libération (gauche).